

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61502

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

schen Krise festgemachtes »größeres München« – ein »Munich polonais« (S. 270) – zu vermeiden, sei die Sowjetunion auf deutsche Avancen zum Abschluß eines bilateralen Vertrages eingegangen. Stalin sei somit gleichsam zum Abschluß des Paktes am 23. August 1939 gezwungen worden.

Abschließend wird »le vrai visage du pacte de Moscou« (S. 229) dem erstaunten Leser offenbart. Mit Blick auf Großbritanniens Ausgleichsbemühungen gegenüber dem Dritten Reich konstatiert der Autor: »Le pacte de Moscou mit un terme brutal à ce gigantesque complot souterrain« (S. 269). Und auf Deutschland bezogen: »Le pacte germano-soviétique contenait en germe la future »grande alliance« entre l'Union soviétique et les puissances occidentales« (ebd.). Denn: Die UdSSR habe sich zwischen 1939 und 1941 in einem »drôle de paix« (S. 231) mit Hitlerdeutschland befunden, immer darauf bedacht, Berlin im Krieg zu halten. Erstes Ergebnis dieser »paradoxen Beziehung« sei der Einmarsch der Sowjets nach Ostpolen gewesen, der vom Autor als die »première intervention dans la guerre contre l'Allemagne« (S. 243) gedeutet wird. Konsequenterweise wird das Wort »partage« in bezug auf Polen vom Autor nur in Anführungszeichen gesetzt: »ce n'était pas le mot qui convenait« (S. 269). Der Einmarsch sowjetischer Truppen in das Baltikum erscheint dem Autor dementsprechend denn auch weniger als eine »moralische« Frage denn als ein Problem der Sicherung des Friedens (S. 148).

Die im Anhang abgedruckte »Dokumentation« – Redeausschnitte Gorbatschows zum siebzigsten Geburtstag der Revolution vom 8. November 1987, die Darstellung des Paktes vom 23. August 1939, Ausschnitte aus den Gesprächen Woroschilows mit Doumenc und Drax am 14. August 1939 sowie Bemerkungen über die innersowjetische Diskussion über den Pakt Ende der achtziger Jahre – steht in keinem erkennbaren Zusammenhang zu den vom Autor vertretenen Thesen.

Mit der vorliegenden Darstellung lebt die prosowjetische Rechtfertigungsliteratur früherer Jahre wieder auf. François Furets kürzlich geäußerte Vermutung von der Fortdauer illusionärer Einschätzungen des sowjetischen Experiments auch nach dessen offenkundigem Scheitern erfährt mit der Lektüre des verklärenden Werkes ihre Bestätigung.

Robert W. MÜHLE, Bonn

Karlheinz WEISSMANN, *Der Weg in den Abgrund. Deutschland unter Hitler 1933–1945*, Berlin (Propyläen) 1995, 502 p. (Propyläen Geschichte Deutschlands, 9).

Tout en reprenant partiellement le plan de Hans Ulrich Thamer (*Verführung und Gewalt*, Berlin 1986) l'auteur entend intégrer l'histoire de l'Allemagne national-socialiste à celle de l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle. Or, bien que le titre de l'ouvrage »La marche à l'abîme« soit explicite, la thèse selon laquelle les continuités et les ruptures de l'histoire allemande se posent différemment depuis la chute du mur de Berlin et l'unification n'est pas dénuée d'ambiguïté. Se réclamant de l'historisation du III<sup>e</sup> Reich, introduite en 1986 par Martin Broszat, mais interrompue par l'Historikerstreit, et de la thèse des jumeaux communisme/nazisme du dernier ouvrage de François Furet, cette démarche apparaît déjà dans le premier chapitre du livre »Le national-socialisme, phénomène d'époque«, qui tend à réduire sa spécificité et sa radicalité en l'insérant dans les courants européens allant du darwinisme social de gauche, à la France comme »laboratoire politique« en passant par la Monarchie austro-hongroise pour aboutir à »l'intermède fasciste« et à la deuxième vague du nazisme des années trente.

S'il insiste sur l'interaction des courants européens antilibéraux et antimarxistes matrice, selon lui, du mouvement nazi, il récuse le rôle de l'industrie lourde et des milieux financiers. De même qu'il se montre indulgent dans le deuxième chapitre, curieusement intitulé »Le soulèvement national«, pour le Président Hindenburg dont l'abandon du rôle de gardien de la Constitution aurait été motivé par »une situation sans issue« (p. 64) alors que la social-dé-

mocratie se voit accusée d'avoir refusé la dictature militaire du chancelier Schleicher, seule alternative possible, selon lui à la dictature absolue d'Hitler. Peut-on, dans cette logique, reprendre sans le discuter, le concept de «révolution» utilisé en 1933 par les nazis, en invoquant de surcroît une analogie avec le modèle russe, voire le modèle français? Quitte à faire d'Hitler un nouveau Napoléon décidé à y mettre fin rapidement (p. 104). Et si «révolution» il y eut, ce qui suppose un large soutien populaire à une minorité agissante, pourquoi Hitler estimait-il alors nécessaire une «rééducation du peuple»?

On trouvera plus convaincante la thèse de la centralité déterminante du Führer, qui ne laisse guère de place à celle de la polycratie du système. Encore que la désintégration voulue de l'appareil d'Etat et la montée parallèle de l'appareil répressif en atténue la radicalité. De même que la modernisation du modèle social, influencée par le «management scientifique américain» se trouve singulièrement modifiée par l'omniprésence du critère racial et que l'on suit difficilement l'auteur quand il dissocie une branche rigoureusement scientifique de la pathologie héréditaire d'une théorie raciale plutôt spéculative (p. 208) alors que l'on connaît leur interaction par le truchement des experts de l'eugénisme.

Invoquer par ailleurs un rapport de 1936 de la direction social-démocrate en exil (SOPADE) qui ne s'est guère préoccupée de la persécution des juifs, pour affirmer que «la question raciale ne s'est pas imposée en tant que conception du monde» sans se poser la question de l'isolement des juifs du Reich dès les premières mesures d'exclusion, minimiser le rôle de la propagande nazie en la matière alors que celui-ci est attesté, par des témoins d'époque dignes de foi, tel l'écrivain luthérien Jochen Klepper, n'est pas moins surprenant. D'autant qu'en fin d'ouvrage, tout en reprenant la thèse de Hans Mommsen sur l'effet d'«une radicalisation cumulative des contraintes du régime» pour expliquer la Shoah, il admet «une pression constamment reconstruite et renforcée de l'idéologie raciale antisémite» (p. 429). Ces contradictions s'expliquent-elles par la volonté de démontrer que, comparée au régime de terreur de l'URSS, l'Allemagne hitlérienne des années trente fait presque figure d'Etat totalitaire courant? Et n'est-on pas sur la voie d'un révisionnisme inquiétant à affirmer que la France en crise de la même époque n'a pas suivi la voie allemande par lassitude des élites politiques et blocage mutuel des courants parlementaires en minimisant sa tradition pluraliste et sans mentionner l'existence du Front populaire?

Les chapitres consacrés à la préparation allemande à la guerre, son extension de la phase européenne à l'internationalisation, les transferts massifs de population au nom de «l'épuration raciale» correspondent davantage aux acquis récents de la recherche historique. De même que l'évocation des possibilités, non saisies par le Reich de susciter une «Internationale contre le bolchevisme» en Europe, révélatrices de la contradiction d'Hitler entre sa volonté d'assumer seul les décisions majeures et son aversion à concevoir des structures susceptibles d'en assurer les fondements. L'auteur montre aussi clairement les ambiguïtés des chefs militaires, voire l'approbation de certains comme Reichenau et Manstein, de la répression féroce à l'Est et leur effet sur l'armée. Paradoxalement, les crimes de la Wehrmacht, simplement qualifiés de «méfaits» (Untaten) ne sont guère évoqués alors que la «barbarie» de l'Armée rouge en 1944/45 est exposée sans nuances. On peut s'étonner aussi de la faible place accordée à la résistance des pays occupés, hormis celle des partisans soviétiques, par rapport à l'opposition allemande au régime, en particulier au «soulèvement» du 20 juillet 1944. On ne disconvient pas que tout cela s'achève par la «catastrophe allemande». Mais s'il s'agissait d'intégrer l'histoire de l'Allemagne d'Hitler dans un contexte européen, voire international, pourquoi avoir accordé si peu de place au sort des autres peuples entraînés dans cette «course à l'abîme»? A la lecture de cet ouvrage, on ne peut se départir parfois d'un sentiment de malaise accentué par le choix des termes, l'inexactitude de certains chiffres et l'affirmation de certaines hypothèses difficiles à vérifier en l'absence de notes imputable, il est vrai, à la pratique de l'éditeur.

Rita THALMANN, Paris